

Transparence et secret dans les institutions culturelles : la communication, la diffusion et la réutilisation des documents et données administratifs et patrimoniaux

Orientation bibliographique

Sophie Hachet

Centre de ressources documentaires, Institut national du patrimoine

Orientation bibliographique réalisée pour les professionnels du patrimoine dans le cadre de la formation permanente organisée par l'Institut national du patrimoine à Paris : «Transparence et secret dans les institutions culturelles : la communication, la diffusion et la réutilisation des documents et données administratifs et patrimoniaux», les 18 et 19 septembre 2018.

Elle n'a pas prétention à être exhaustive mais propose les références de quelques outils essentiels, faciles à se procurer, pour aider ces professionnels dans leurs missions.

*Les ouvrages et articles précédés d'un * sont consultables au centre de ressources documentaires du site des conservateurs de l'Inp, à Paris*

1. Textes officiels de référence

**Circulaires sur l'accès et la communicabilité des archives* [en ligne], 2017.

<https://francearchives.fr/fr/circulaires?es_archival_field=Communicabilit%C3%A9> (consulté le 10 septembre 2018).

**Code du patrimoine, version consolidée au 12 août 2018* [en ligne].

<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006074236>> (consulté le 10 septembre 2018).

**Code du patrimoine : articles L213-1 à L213-8 : communication des archives publiques : régime, 2015 modifié 2018* [en ligne].

<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000006159942&cidTexte=LEGITEXT000006074236>> (consulté le 10 septembre 2018).

**Convention de collaboration entre le CASD, les Archives de France et les Archives nationales* [en ligne].

<<http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/documents/10157/11361/convention-AN-Wikimedia.pdf/b03ca8d8-3095-4817-b0f1-ab1cfaf6f634>> (consulté le 10 septembre 2018).

**Délais de communicabilité prévus par le code du patrimoine* [en ligne], 2017.

<<https://francearchives.fr/fr/article/26287562>> (consulté le 10 septembre 2018).

Légifrance, le service public de la diffusion du droit [en ligne].

<<http://www.legifrance.gouv.fr>> (consulté le 10 septembre 2018).

**Loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens, version consolidée au 10 septembre 2018* [en ligne].

<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028183023>> (consulté le 10 septembre 2018).

*Pour une République numérique, Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 : la circulation des données et du savoir : économie de la donnée : ouverture de l'accès aux données publiques [en ligne].
<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000033202746&idArticle=JORFARTI000033203004&categorieLien=cid>> (consulté le 10 septembre 2018).

*Récapitulatif de l'accès aux archives publiques [en ligne], 2018.
<<https://francearchives.fr/fr/article/26287583>> (consulté le 10 septembre 2018).

*SPRUNGARD Suzanne (dir.), CORNU Marie, NÉGRI Vincent, *Code du patrimoine 2018 : annoté et commenté*, 2^e éd., Paris, Dalloz, 2018, (coll. Codes Dalloz), 629 p.

1. Règlement général sur la protection des données (RGPD)

BANCK Aurélie, *RGPD : la protection des données à caractère personnel - 18 fiches pour réussir votre mise en conformité*, Issy-les-Moulineaux, Gualino Éditeur, 2018, (coll. Droit en poche), 76 pages.

CHARREYRON Laurent, *Mettre en œuvre le RGPD dans les collectivités*, Voiron, Territorial Éditions, 2018, (coll. Les Essentiels, n° 324), 138 p.

CLUZEL-MÉTAYER Lucie, « La loi pour une République numérique : l'écosystème de la donnée saisi par le droit », *Actualité juridique - Droit administratif*, 2017, p. 340.

*E-mailing : comment être conforme au RGPD ? [en ligne], Webrankinfo, 08/2018.
<<https://www.webrankinfo.com/dossiers/webmastering/emailing-rgpd>> (consulté le 10 septembre 2018).

*RGPD (GDPR) annoté et commenté (avec index) [en ligne], Association Française des Correspondants aux Données Personnelles (AFCDP), 2016, 122 p.
<<https://www.afcdp.net/Reglement-annote-et-commente-avec>> (consulté le 10 septembre 2018).

*RICARD Bruno, *Le RGPD et les archives* [en ligne], 2018.
<<https://siafdroit.hypotheses.org/792>> (consulté le 10 septembre 2018).

*STÉRIN Anne-Laure, *Le point sur les données à caractère personnel* [en ligne], 2017.
<<https://ethiquedroit.hypotheses.org/1717>> (consulté le 10 septembre 2018).

2. Communication des documents administratifs et patrimoniaux

3.1. Articles et ouvrages généraux

AUBY Jean-Bernard, DE GREGORIO Vincenzo (dir.), *Données urbaines et smart cities*, Boulogne-Billancourt, Berger-Levrault, 2017, (coll. Au fil du débat), 207 p.

BLAIZOT-HAZARD Catherine, *NTIC, secret et droits fondamentaux: les NTIC face aux droits et libertés fondamentaux à travers le prisme du secret*, Paris, Institut universitaire Varenne, 2017, (coll. Colloques & essais), vol. 36, 150 p.

*BOUCHOUX Corinne, *Rapport d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques : mission commune d'information* [en ligne], Paris, Sénat, 2014, (coll. Les rapports du Sénat, n° 589), 2 vol., 215 p. et 359 p.
<http://www.senat.fr/espace_presse/actualites/201312/acces_aux_documents_administratifs_et_aux_donnees_publicques_le_senat_cree_une_mission_commune_dinformation.html> (consulté le 10 septembre 2018).

*BOUIRON Marc, BOUVRY-POURNOT Joëlle, CHARRON Alain et al., *Protocoles de communication et de la consultation des collections hors exposition*, Lyon, Éditions Fage ; Aix-en-Provence, Association générale des conservateurs des collections publiques de France section Provence-Alpes-Côte d'Azur (AGCCPF section PACA), 2011, 80 p.

BOURGEOIS Matthieu, *Droit de la donnée : principes théoriques et approche pratique*, Paris, LexisNexis, 2017, (coll. Droit & professionnels. Communication et commerce électronique), 543 p.

BROLLES Roland, *L'accès aux documents des collectivités territoriales : droits et obligations de l'élu, du fonctionnaire et du citoyen*, 10^e éd. mise à jour au 1^{er} juin 2014 par Francis Mallol, Paris, Éditions Sorman, 2014, 634 p.

*CLAVERT Frédéric, DANIEL Johanna, RICARD Bruno et al., « Consulter, communiquer, diffuser, réutiliser les archives », *La Gazette numérique, Dossier spécial : Méta/morphoses : les archives, bouillons de culture numérique* [en ligne], 2017-1, n° 245, p. 119-154.

<https://www.archivistes.org/IMG/pdf/245_gazette_table_ronde_grandjean.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

**Communiquer les documents : vade-mecum à l'usage des personnels des musées* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 2013, 21 p.

<https://sequence.culture.gouv.fr/IMG/File/VADE%20M_COMMUNIQUER.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), EVEN Pascal, *La préservation des archives privées et l'intérêt public : mutations et ruptures : actes du colloque international organisé par le Centre de recherches sur le droit du patrimoine culturel et naturel (CECOJI, CNRS-Université de Poitiers / Université Paris-Sud 11) en collaboration avec les Archives de France (Ministère de la Culture et de la Communication), les 14-15 octobre 2010 à l'Université Paris-Sud 11, Faculté Jean Monnet à Sceaux*, Paris, L'Harmattan, 2013, 285 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme, MULLER Bertrand (dir.) et al., *Archives de la recherche : problèmes et enjeux de la construction du savoir scientifique*, Paris, L'Harmattan, 2014, 205 p.

*COUTURE Carol, LAJEUNESSE Marcel, « La communicabilité et la consultation des archives » et « La référence, l'authentification et la reprographie », In *L'archivistique à l'ère du numérique : les éléments fondamentaux de la discipline*, Québec, Presses de l'université du Québec (PUQ), 2014, p. 66-85.

*CRENN Gaëlle, « Rhétorique de la transparence et légitimité muséale : à propos de trois expositions d'ethnologie », *Quaderni, Dossier spécial : Secret et pouvoir : les faux-semblants de la transparence* [en ligne], 2003, n° 52, p. 93-103.

<www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_2003_num_52_1_1583> (consulté le 10 septembre 2018).

*FRANCESCHINI Laurence, BELLESCIZE (de) Diane, *Droit de la communication*, Paris, PUF, 2005, 400 p.

GARIN Aurore, *Le droit d'accès aux documents : en quête d'un nouveau droit fondamental dans l'Union européenne*, texte actualisé de la thèse de doctorat 2014 en Droit communautaire, Paris 2 et Université de Genève, Paris, Éditions Pedone, 2017, 576 p.

*ICKOWICZ Judith, *Le droit après la dématérialisation de l'œuvre d'art*, Dijon, Presses du réel, 2013, 678 p.

*JUANALS Brigitte, MINEL Jean-Luc (dir.), BERETTA Francisco et al., *Enjeux numériques pour les médiations scientifiques et culturelles du passé*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2017, 209 p.

*LEMAY Yvon, KLEIN Anne, « La diffusion des archives ou les 12 travaux des archivistes à l'ère du numérique », *Les Cahiers du numérique* [en ligne], 2012/3, vol. 8, p. 15-48.

<<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-du-numerique-2012-3-page-15.htm>> (consulté le 10 septembre 2018).

*MALLET Jeanne, BEDAGUE Jean-Charles, « Je communique, donc je diffuse ? Nouveaux enjeux en contexte numérique », *Actes du Forum des archivistes « Méta/morphoses » Troyes, 30 mars-1^{er} avril 2016* [en ligne].

<<http://forum2016.archivistes.org/blog/2016/01/13/intervention-je-communique-donc-je-diffuse-nouveaux-enjeux-en-contexte-numerique/>> (consulté le 10 septembre 2018).

*MONNIER Sophie, FIORENTINO Karen (dir.), LEMOINE Hervé, *Le droit des archives publiques, entre permanence et mutations : actes du colloque tenu à Dijon en juin 2013*, Paris, L'Harmattan, 2014, 300 p. (numéro spécial de la *Gazette des archives*, n° 234, 2014-2, traité en monographie).

*NOUGARET Christine, *Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives publiques à l'ère numérique : rapport à Madame Audrey Azoulay, ministre de la Culture et de la Communication, 24 mars 2017* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, Conseil supérieur des Archives, 2017, 53 p.

<https://francearchives.fr/file/b0d6555950508ab637adb10ece33d381644d6d37/2017_03_24_RAPPORT_DEFINITIF_NOUGARET.compressed.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

PAQUIENSEGUY Françoise (dir.), *Accès, territoires, citoyenneté, des problématiques info-communicationnelles*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 2016, 141 p.

*PIATTI Marie-Christine, QUIQUEREZ Alexandre (dir.), BRASQUIES Pierre et al., *L'accès aux biens culturels : quel(s) défi(s) pour le droit ? : actes du colloque des Rencontres juridiques organisées le 4 décembre 2014 à la Faculté de droit et science politique, Université Lumière Lyon 2*, Paris, L'Harmattan, 2016, 105 p.

*ROCHE Nicholas, « From top secret to publicly disclosed : engaging with NATO's declassified records », *Archives, access and public engagement* [en ligne], vol. 2015, Issue 2, 2017, p. 55-65.

<<https://online.liverpooluniversitypress.co.uk/doi/pdf/10.3828/comma.2015.2.8>> (consulté le 10 septembre 2018).

*ROUGE-DUCOS Isabelle, ALBIN-PORTIER Nathalie, GRIMOÛARD (de) Claire Sibille, *La revendication des archives publiques : vademecum* [en ligne], Paris, service interministériel des Archives de France, Ministère de la Défense ; Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, Conseil des ventes volontaires, 2016, 149 p.

<https://francearchives.fr/file/cd19a20ed77581bd2fc3301a1d176c21cfdde0e7/static_9513.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

*SERVAIS Paul, MIRGUET Françoise (dir.), MÜLLER Bertrand, *L'archiviste dans quinze ans : nouvelles attentes, nouvelles responsabilités, nouveaux défis*, Louvain-la-Neuve, Éditions Academia, 2015, 265 p.

**Traitement et conservation des archives de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP)* [en ligne], Paris, direction des Archives de France, 2009, 6 p.

<https://francearchives.fr/fr/file/882aba601234a5c93b7fa5b1c434246c99b6b1bc/static_3407.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

VIROT-LANDAIS Aurélie, « Jeu d'équilibre entre droit d'accès aux documents administratifs, respect du droit moral de divulgation des agents publics et préservation de l'identité des acteurs de la lutte contre les dérives sectaires », *La Semaine Juridique - Administrations et Collectivités territoriales*, 2018, n° 12, p. 208.

*ZETLAOUI Tiphaine, « Les mirages technologiques de la transparence administrative », *Quaderni, dossier spécial : Secret et pouvoir : les faux-semblants de la transparence* [en ligne], 2003, n° 52, p. 67-76.

<www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_2003_num_52_1_1581> (consulté le 10 septembre 2018).

3.2. Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)

**Connaître la loi CADA, grâce au « simulateur » - un outil d'aide pour les administrations et d'information pour les demandeurs sur le caractère communicable des documents administratifs* [en ligne].

Sur ordinateur : <<https://www.cada.fr/connaître-la-loi-cada>> (consulté le 10 septembre 2018).

Sur ordiphone : <https://play.google.com/store/apps/details?id=com.vt.mycada_2> (consulté le 10 septembre 2018).

GABAYET Nicolas, « Open Data et loi CADA : la primauté du droit de réutilisation des bases de données publiques sur le droit de propriété », *La Semaine Juridique - Administrations et Collectivités territoriales*, 2017, n° 41, p. 2241.

*Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal [en ligne].
<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000339241>> (consulté le 10 septembre 2018).

*Rapport d'activité 2017 de la CADA [en ligne].
<https://www.cada.fr/sites/default/files/rapport_activite_2017.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

3.3. Communication des dossiers d'œuvres

*Enjeux et pratiques documentaires en conservation-restauration. Perspectives pour la recherche : actes des journées d'études organisées par l'Association des restaurateurs d'art et d'archéologie de formation universitaire (ARAAFU) et le Centre de recherche en préservation des biens culturels (CRPBC), à Paris (INHA), les 14 et 15 octobre 2010, Paris, ARAAFU, 2012, (coll. Conservation-restauration des biens culturels - Cahier technique, n° 19).

- CRÉTIN Joëlle, DESGREZ Christine, « La dématérialisation du dossier de restauration au C2RMF », p. 35-36.
- NYEBORG Pierre-Emmanuel, RAYNAUD Clémence, « De la documentation aux archives : l'évaluation du fonds de la section restauration au C2RMF et ses enjeux », p. 37-41.

*MERLEAU-PONTY Claire (dir.), *Documenter les collections de musées : investigation, inventaire, numérisation et diffusion*, Paris, La Documentation française, 2014, (coll. Musées-Mondes), 228 p.

- JOUYS BARBELIN, Corinne, « Dossier d'œuvre et dossier de régie d'œuvre. Constitution et communicabilité », p. 57-74.
- BOUJOT, Sandra. « État de la documentation au musée Rodin : dossier d'œuvre et dossier documentaire sur l'œuvre », p. 93-98.

*RIZZA Maryse, « Document et musée : du discours sur l'œuvre à la médiation culturelle », *Documentaliste - Sciences de l'information*, 2014, n° 2, vol. 51, p. 28-69.

3.4. Autorisations uniques, dérogations générales, exceptions, modalités particulières d'accès aux documents ou de publication (en vigueur)

*Accès aux archives publiques de la période 1940-1945 [en ligne], 1997.
<https://francearchives.fr/fr/circulaire/AD_DEP_1993> (consulté le 10 septembre 2018).

*Arrêté du 28 mai 2014 fixant les modalités de consultation par les électeurs des éléments des déclarations de situation patrimoniale des membres du Parlement définis à l'article LO 135-2 du code électoral, version consolidée au 10 septembre 2018 [en ligne].
<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029045271>> (consulté le 10 septembre 2018).

*Autorisation unique de traitements de données à caractère personnel contenues dans des informations publiques aux fins de communication et de publication par les services d'archives publiques (décision d'autorisation unique AU-029 de la CNIL [en ligne], 2012.
<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025753449>> (consulté le 10 septembre 2018).

*Communications accordées aux officiers publics et ministériels, aux généalogistes professionnels et (dans certains cas) aux particuliers [en ligne], 1991.
<https://francearchives.fr/fr/circulaire/AD_91_9> (consulté le 10 septembre 2018).

*Communication par dérogation des documents d'archives publiques relatifs à la Seconde guerre mondiale [en ligne], 2010.
<http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2010/05/cir_31139.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

*Décret n° 2014-950 du 21 août 2014 relatif à l'accès aux informations fiscales à des fins de recherche scientifique prévu par l'article L. 135 D du livre des procédures fiscales [en ligne].
<<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2014/8/21/FCPE1327431D/jo/texte>> (consulté le 10 septembre 2018).

*Déclaration à la CNIL des fichiers informatisés conçus par les cercles généalogiques [en ligne], 1993.
<https://francearchives.fr/fr/circulaire/AD_2217>

*Délais de mise en ligne par les services d'Archives de documents contenant des données à caractère personnel [en ligne], 2017.
<<https://francearchives.fr/fr/article/26287560>> (consulté le 10 septembre 2018).

*Déroations aux règles de communicabilité des archives publiques : règles générales et procédure [en ligne], 2010.
<http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2010/07/cir_31534.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

*Étude statistique des demandes de déroations aux règles de communicabilité des archives publiques formulées en 2011 [en ligne], 2012.
<https://francearchives.fr/fr/circulaire/DGP_SIAF_AACR_2012_016> (consulté le 10 septembre 2018).

*Facilité d'accès aux archives accordées aux membres de la commission d'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur sous l'Occupation [en ligne], 2001.
<<https://francearchives.fr/fr/file/c7549d5816b62d4eaf3a2430edb88e5f4f627a2b/ad-dep-465.pdf>> (consulté le 10 septembre 2018).

*Formulaire de demande de déroation [en ligne], 2018.
<<https://francearchives.fr/fr/article/26287579>> (consulté le 10 septembre 2018).

*Procédure d'accès à l'état civil de moins de soixante-quinze ans par les généalogistes professionnels [en ligne], 2018.
<<https://francearchives.fr/fr/article/88401718>> (consulté le 10 septembre 2018).

*Procédures de demande de déroation [en ligne], 2017.
<<https://francearchives.fr/fr/article/26287581>> (consulté le 10 septembre 2018).

*RAPOSO Luis, LE HÉNAFF Claire, O'HANIAN Hunter et al., *Les exceptions au droit d'auteur aux États-Unis et en Europe = Copyright flexibilities in the US and EU : comment l'utilisation du fair use et des autres exceptions aident les musées à accomplir leurs missions = How fair use and other flexibilities are helping museums to fulfill their mission : rencontre-information session, musée des Arts et Métiers, Paris, 6 juin 2017* [en ligne], Paris, Comité national français de l'ICOM, 2018, 51 p.
<http://www.icom-musees.fr/uploads/media/Lettres_ICOM_France/Publication_ICOM_Europe_site.compressed.pdf>
(consulté le 10 septembre 2018).

3.5. Refus de communication

CHIFFLOT Nicolas, « Motifs justifiant un refus de communication d'un document administratif », *Procédures*, 2018, n° 1, p. 30.

ÉVEILLARD Gweltaz, « Les motifs pertinents du refus de communication d'un document administratif », *Droit administratif*, 2018, n° 3, p. 14.

3. Droit d'auteur et droits voisins

CARON Christophe, « Quand le Code des relations entre le public et l'administration s'intéresse au droit d'auteur », *Communication - Commerce électronique*, 2018, n° 2, p. 8.

*Fiches techniques sur les droits d'auteur et les droits voisins [en ligne], Ministère de la Culture, 2013.
<<http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Propriete-litteraire-et-artistique/Fiches-techniques>> (consulté le 10 septembre 2018).

FRANÇOIS Stanislas, « Le droit d'auteur de l'agent public : réflexions à propos de l'arrêt CE 15 oct. 2014 », *La Semaine juridique - Administrations et Collectivités territoriales*, 2015, n° 14, p. 2091.

*FOREST David, *Droit d'auteur et droits voisins*, Paris, Gualino Éditeur, 2010, 104 p.

**Les grands principes des droits patrimoniaux : les droits patrimoniaux en matière de droit d'auteur, les droits patrimoniaux en matière de droits voisins* [en ligne], Paris, Bibliothèque nationale de France (BnF), 2014.

<http://www.bnf.fr/fr/professionnels/principes_droit_auteur/s.droits_patrimoniaux.html?first_Art=non> (consulté le 10 septembre 2018).

4. Propriété intellectuelle

*ANTONS Christoph, LOGAN William (ed.), VRDOLJAK Ana Filipa et al., *Intellectual property, cultural property and intangible cultural heritage*, Abingdon, Routledge, 2018, 263 p.

*AZZI Tristan, « Open data et propriété intellectuelle : état des lieux au lendemain de l'adoption de la Loi pour une République numérique », *Recueil Dalloz* [en ligne], 2017, n° 11, 583 p.

<<https://frama.link/VZ63HmF1>> (consulté le 10 septembre 2018).

*BENABOU Valérie-Laure, GASNIER Jean-Pierre, BOUVEL Adrien et al., *Propriété intellectuelle : notions cadres et mécanismes essentiels*, Paris, Victoires Éditions, 2014, 129 p.

*BERNAULT Carine, « Ouverture des données publiques et propriété intellectuelle », *Congrès " Propriété intellectuelle et données dans l'univers numérique "*, octobre 2017, Rennes, France [en ligne].

<<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01611295>> (consulté le 10 septembre 2018).

*BERNAULT Carine, « La propriété intellectuelle des musées et le droit de l'Union européenne », In *Européanisation et internationalisation du droit des musées : actes du colloque organisé le 8 juin 2015 au Petit Palais par le CEDIN, le CDPC, DCS, l'IRDPC et le musée du Louvre*, Paris, Pedone, 2017, p. 197-214.

FROCHOT Didier, *Propriété intellectuelle et droit de l'information appliqués aux collectivités locales*, nouv. éd. rev., Voiron, Territorial Éditions, 2006, (coll. Dossier d'experts - DE), 336 p.

*GAUTIER Pierre-Yves, *Propriété littéraire et artistique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2015, 927 p.

MALWÉ Claire, « La répartition des droits de propriété intellectuelle entre l'administration et ses agents », *Actualité juridique - Droit administratif*, 2017, n° 36, p. 2050.

**Œuvres orphelines : décret n° 2015-506 du 6 mai 2015 pris pour l'application des articles L. 135-7, L. 212-3-1 et L. 212-3-3 du code de la propriété intellectuelle, version consolidée au 10 septembre 2018* [en ligne]. <<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030555935>> (consulté le 10 septembre 2018).

**Programme national de numérisation et de valorisation des contenus culturels : guide de bonnes pratiques en matière de propriété littéraire et artistique* [en ligne], version n 1, 2017, 16 p.

<<http://www.culture.gouv.fr/Media/Thematiques/Innovation-numerique/Folder/Livrables-GT-Numerisation/Guide-de-bonnes-pratiques-en-matiere-de-proprietee-litteraire-et-artistique>> (consulté le 10 septembre 2018).

5. Réutilisation des documents administratifs et patrimoniaux

BOURGEOIS Matthieu, BOUNEDJOUR Amira, « Les apports de la loi pour une République numérique en matière d'accès et de réutilisation d'informations publiques », *La Semaine juridique - Administrations et Collectivités territoriales*, 2016, n° 48, p. 2307.

**Code des relations entre le public et l'administration, livre iii : l'accès aux documents administratifs et la réutilisation des informations publiques* [en ligne], 2015.

<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000031367685&cidTexte=LEGITEX000031366350>> (consulté le 10 septembre 2018).

**Décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 : version consolidée au 10 septembre 2018* [en ligne].
<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000265304>> (consulté le 10 septembre 2018).

**Documents administratifs : Droit d'accès et réutilisation, Commission d'accès aux documents administratifs, France, Paris, La Documentation française, 2008, 209 p.*

**Le droit de la réutilisation* [en ligne], 2018.
<<https://francearchives.fr/fr/article/28204488>> (consulté le 10 septembre 2018).

**Licences de réutilisation par les administrations* [en ligne].
<<https://www.data.gouv.fr/fr/licences>> (consulté le 10 septembre 2018).

MORALES Martin, « La réutilisation des données publiques : le cas particulier de la culture », *Revue française de droit administratif*, 2018, p. 39.

**Partager notre patrimoine culturel : propositions pour une charte de la diffusion et de la réutilisation des données publiques culturelles numériques*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 2009, 79 p.

**Programme national de numérisation et de valorisation des contenus culturels – Guide ouverture et réutilisation des informations publiques numériques du secteur culturel, version n° 1* [en ligne], 2017.
<<http://www.culture.gouv.fr/Media/Thematiques/Innovation-numerique/Folder/Livrables-GT-Numerisation/Guide-ouverture-et-reutilisation-des-informations-publiques-numeriques-du-secteur-culturel>> (consulté le 10 septembre 2018).

**Réutilisation des informations publiques contenues dans les documents produits ou reçus par les Archives nationales* [en ligne], 2017.
<<http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/web/guest/reutilisation-des-donnees-publiques>> (consulté le 10 septembre 2018).

La réutilisation des informations publiques culturelles : guide, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, Secrétariat général, Département des programmes numériques, 2010, 60 p.

*RICARD Bruno, ORSINI Nicolas, POUCHARD David, *Guide ouverture et réutilisation des informations publiques numériques du secteur culturel : version n° 1* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture, Secrétariat général, 2017, 44 p.
<http://www.culture.gouv.fr/content/download/183534/2002721/version/1/file/GT_2-1-1.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

TERESI Laurent, *Droit de réutilisation et exploitation commerciale des données publiques*, Paris, La Documentation Française, 2011, 652 p.

6. Diffusion sur Internet

7.1. Droit de l'Internet

DONNAT Francis, *Droit européen de l'Internet : réseaux, données, services (à jour du RGPD)*, Issy-les-Moulineaux, 2018, (coll. : Systèmes. Pratique), 207 p.

*FAUCHOUX Vincent, DEPREZ Pierre, BRUGUIÈRE Jean-Michel, *Le droit de l'Internet : lois, contrats et usages*, Paris, Litec Lexis Nexis, 2017, (coll. Litec Professionnels), 350 p.

FÉRAL-SCHUHL Christiane, *Cyberdroit : le droit à l'épreuve de l'Internet (données à caractère personnel, commerce électronique, droit d'auteur..., 2018-2019, RGDP en vigueur le 25 mai 2018)*, 7^e éd., Paris, Dalloz, 2018, (coll. Praxis Dalloz), 1849 p.

KOUKIADIS Dimitrios, *Reconstituting Internet normativity : the role of state, private actors, global online community in the production of legal norms*, Oxford, Hart Publishing, 2015, (coll. Frankfurter studien zum datenschutz), 378 pages.

*R. PACIOS Ana, LA TORRE MERINO José Luis, « Spanish historic archives' use of websites as a management transparency vehicle », *Archival Science* [en ligne], 2018, vol. 18, issue 2, 185-205 p.
<<https://link.springer.com/article/10.1007%2Fs10502-018-9291-x>> (consulté le 10 septembre 2018).

7.2. Open data

**Approche juridique d'une stratégie open data* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture, 2013, vidéo 2 min. 28 sec.
<http://www.dailymotion.com/video/xyqrun_tutoriel-de-l-open-data-culture_news> (consulté le 10 septembre 2018).

CHIGNARD Simon, *Open data : comprendre l'ouverture des données publiques*, Limoges, Fyp éd., 2012, 191 p.

CLUZEL-METAYER Lucie, « Les limites de l'open data », *Actualité juridique - Droit administratif*, 2016, p.102.

**Coalitions : Making open access a reality by 2020 : A declaration commitment by public research funders* [en ligne], Scienceeurope, 09/2018.
<<https://www.scienceeurope.org/coalition-s/>> (consulté le 10 septembre 2018).

**Découvrir l'open data en tant que réutilisateur* [en ligne], Gouvernement Premier ministre, data.gouv-documentation.
<<https://doc.data.gouv.fr/faq/reutilisateur.html>> (consulté le 10 septembre 2018).

*DOMANGE Camille, *Guide Data Culture : pour une stratégie numérique de diffusion et de réutilisation des données publiques numériques du secteur culturel* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, Secrétariat général, 2013, 65 p.
<http://www.culturecommunication.gouv.fr/var/culture/storage/culture_mag/donnees_culturelles2013/files/docs/all.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

**Feuille de route open data : 10 actions pour une stratégie numérique de diffusion et de réutilisation des données publiques numériques du secteur culturel du ministère de la Culture* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture, 2013.
<<http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Innovation-numerique/Donnees-publiques/Feuille-de-route-open-data>> (consulté le 10 septembre 2018).

*GOUIGOUX Jean-Philippe, *Open data : consommation, traitement, analyse et visualisation de la donnée publique*, Saint-Herblain, Éditions ENI, 2016, 583 p.

**Guide ouverture et réutilisation des informations publiques numériques du secteur culturel publié par le ministère de la Culture* [en ligne], 2017.
<http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/183534/2002721/version/1/file/GT_2-1-1.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

*JEAN Benjamin, KASSEM Laure, *L'ouverture des données publiques : nouvelles obligations et nouveaux acteurs : livre blanc version 1.1* [en ligne], Inno'vent, Paris, 2017, 31 p.
<https://inno3.fr/sites/default/files/2018-05/Ouverture_donnees_publiques-INNO3-CCBySA.pdf> (consulté le 10 septembre 2018).

*KOBBER Vincent, *Open data : ouverture, exploitation, valorisation des données publiques* [en ligne], Voiron, Territorial Éditions, 2017, (coll. Les [Essentiels, n° 292](#)), 136 p.
**Licence Creative Commons 4.0 BY SA (CC BY 4.0), pour les œuvres* [en ligne].
<<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.fr>> (consulté le 10 septembre 2018).

*Licence ODbL (Open Database License), pour les informations publiques et les bases de données [en ligne].

<<https://vlibri.org/fr/licence/odbl-10/legalcode/unofficial>> (consulté le 10 septembre 2018).

*MANŒUVRE Laurent, « Numérique et nouveaux enjeux pour le patrimoine », *La Lettre de l'OCIM* [en ligne], n° 162, 2015, p. 63-65.

<<https://journals.openedition.org/ocim/1609>> (consulté le 10 septembre 2018).

*MANŒUVRE Laurent, *Réutilisation et open data : l'état de la réflexion dans les musées* [en ligne], 2015, 6 p.

<<https://f-origin.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/2157/files/2015/01/Intervention-Laurent-Manoeuvre.pdf>> (consulté le 10 septembre 2018).

**Open Data : ouverture et partage des données publiques culturelles* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture, 2013.

<<http://www.culture.gouv.fr/Espace-documentation/Rapports/Open-Data-ouverture-et-partage-des-donnees-publiques-culturelles>> (consulté le 10 septembre 2018).

7. Sitothèque spécialisée

Liens consultés le 10 septembre 2018.

*Archives nationales

http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/fr_FR/web/guest/home

*Association française des correspondants aux données personnelles (AFCDP)

<https://www.afcdp.net/>

*Catalogue collectif des bibliothèques des musées nationaux (catalogue géré par le Centre de recherche et de restauration des musées de France-C2RMF)

<http://ccbmn.culture.fr/>

*Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)

<https://www.cada.fr/>

*Centre d'accès sécurisé aux données (CASD)

<https://www.casd.eu/>

*Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

<https://www.cnil.fr/professionnel>

*Datasetsearch, le nouveau moteur de recherche de Google, dédié à l'open data (couvre les données publiques produites par différentes institutions gouvernementales à travers le monde, y compris les françaises).

<https://toolbox.google.com/datasetsearch>

*Étalab, mission faisant partie de la Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC) pour la protection des données personnelles

<http://www.etalab.gouv.fr/>

*Institut de recherche en propriété intellectuelle (IIRPI)

<http://www.irpi.fr>

*OpenDataFrance, association ayant pour but la promotion de l'open data

<http://www.opendatafrance.net/ressources/>

*Plateforme ouverte du patrimoine (POP) ; fait des données patrimoniales un bien commun

<https://beta.gouv.fr/startup/pop.html>

*Portail de la modernisation de l'action publique

<http://www.modernisation.gouv.fr/ladministration-change-avec-le-numerique/par-son-systeme-dinformation/vitam-organisation-entierement-tournee-vers-agilite>

*Portail national des archives

<https://francearchives.fr/>

*Propriété littéraire et artistique, site gouvernemental

<http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Propriete-litteraire-et-artistique>

*Protection des données dans l'UE

https://ec.europa.eu/info/law/law-topic/data-protection/data-protection-eu_fr

*World intellectual property organization, site de l'organisme des Nations-Unies, qui fait le point sur les enjeux et l'actualité de la propriété intellectuelle

<http://www.wipo.int/portal/index.html.en>

8. Événements

*Colloque *Circulation des données et propriétés intellectuelles* [en ligne], 8 avenue de la Porte de Champerret, 75017, Paris, 26 septembre 2018, inscription avant le 21 septembre 2018.

<http://www.irpi.fr/pages/?ref_arbo=35&ref_page=637> (consulté 10 septembre 2018).

*Colloque *Archives et transparence : une ambition citoyenne* [en ligne], 3^e édition du Forum des archivistes, 42000, Saint-Étienne, 3, 4 et 5 avril 2019.

<https://www.archivistes.org/IMG/pdf/forum2019_blog_titre_cdp_201806_v01.pdf> (consulté 10 septembre 2018).



Consulter également ces autres bibliographies de l'Inp

**Droit des images* [en ligne], préparée par le centre de ressources du département des conservateurs de l'Inp, 2018, 6 p.

<<http://mediatheque-numerique.inp.fr/Bibliographies/Droit-des-images>> (consulté 10 septembre 2018).

**Droit du patrimoine* [en ligne], préparée par le centre de ressources du département des conservateurs de l'Inp, 2018, 13 p.

<<http://mediatheque-numerique.inp.fr/Bibliographies/Droit-du-patrimoine>> (consulté 10 septembre 2018).

Droits d'auteur

© Institut national du patrimoine
